

Les mouvements collaborationnistes

Document 4

4 – Invitation du groupe Collaboration adressée au préfet de région pour une journée anti-bolcheviste, 1^{er} décembre 1943, ADH, 18 W 98

Plusieurs organisations politiques encouragent la Collaboration dès les années trente. A cette époque, les ligues nationalistes contestent dans la rue la légitimité du régime en place et remettent en question le personnel politique. Parmi ces mouvements collaborationnistes, on trouve principalement le parti Franciste de Marcel Bucard et le Parti populaire français (PPF).

Fondé en 1936 par Jacques Doriot, le PPF est le plus actif. Il compte près de 100 000 adhérents en 1940. Il s'agit d'une organisation fasciste de masse très attirée par les réformes proposées par Mussolini. L'installation du régime de Pétain annonce un nouveau départ pour le PPF. Le culte du chef, l'anticommunisme, l'antisémitisme, la haine de la République, la volonté d'embrigader la jeunesse sont quelques-unes des caractéristiques de ce mouvement qui entend créer avec les nazis une Europe « nouvelle ».

Le Rassemblement national populaire (RNP), de Marcel Déat, et le Groupe Collaboration, créés en 1941, cherchent à impulser la politique décidée après les accords de Montoire signés entre Pétain et Hitler en octobre 1940. Désormais officialisée, la Collaboration ne peut se mettre en place qu'avec l'apport de relais actifs. Ces deux mouvements ont l'objectif de mobiliser toutes les strates de la population. Ils recruteront peu d'adhérents. Dès l'origine, le rapprochement avec l'Allemagne ne reçoit pas un écho favorable dans l'opinion publique très critique dans son ensemble envers la « révolution culturelle » hitlérienne. Les conflits passés entre l'Allemagne et la France à l'origine de millions de morts, notamment durant la Première Guerre mondiale, obsèdent encore une large partie de l'opinion publique qui n'entend pas cautionner le rapprochement.